

## ***Compte-Rendu du Conseil Municipal du 23 février 2010***

Nombre d'élus : 23  
En fonctions : 23  
Présents : 19

***Le Conseil Municipal, dûment convoqué à 18 heures 30, en séance ordinaire, s'est réuni en Mairie sous la présidence de M. Jacques STRAUB, Maire***

***Etaient présents:*** Mmes GAUGIN - PALUCCI - MAHIEU - M. NAVROT - DHIOS - NICOLAY Adjoints.

Mmes HERZHAUSER (arrivée au point n°2) - CUSUMANO - FLORI - ANTOINE – DILLER - PATRICOLA  
M. PERRET - BRABLE - KAUFFER – VINCENT - OMINETTI - TISON Conseillers.

***Absents excusés:*** Mme ANDRE a donné procuration à M. DHIOS

***Absents :*** M. Messieurs QUINIO, CORTINA et LORANG

***Date d'envoi de la convocation : 18 février 2010***

*Secrétaire de séance : Madame FLORI*

### ***Ordre du Jour***

1. Approbation du compte rendu du Conseil Municipal du 26 novembre 2009
2. Parc de l'Archyre – Classement dans le domaine public communal.
3. Droits de stationnement 2010
4. Taxi – Actualisation du droit de stationnement
5. Repas des Seniors 2010 – Participations des conjoints des élus et des conjoints du personnel communal.
6. Achat de terrains sis dans le site classé – section 1, n°61 et 70
7. Achat de terrain en section 1, n°118 d'une contenance de 18 a 89 ca
8. CAUE/Commune – Achat de terrain
9. Onde verte sur la RD 603 à Moulins lès Metz – Participation de la Commune
10. Lancement du Plan Climat Territorial de Metz Métropole – Signature d'un protocole décision à intervenir
11. Centre National pour le développement du Sport – Demande de subvention pour la réfection du revêtement du sol du court de tennis intérieur.
12. Demandes de subventions des associations

13. Droit de préemption urbain

14. Divers

### **1) APPROBATION DU COMPTE-RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL DU 26 novembre 2009**

Aucune autre observation n'ayant été formulée, le compte rendu du Conseil Municipal du 26 novembre 2009 est approuvé.

### **2) PARC DE L'ARCHYRE – Classement dans le domaine public communal**

#### **Rapporteur : Monsieur BRABLE**

Monsieur BRABLE rappelle que le domaine public communal est constitué des biens lui appartenant qui :

- sont affectés à l'usage direct du public, ou affectés à un service public pourvu qu'en ce cas ils fassent l'objet d'un aménagement indispensable à l'exécution des missions de ce service public.
- concourent à l'utilisation d'un bien appartenant au domaine public, ou en constituent un accessoire indissociable.

Le bien qui satisfait aux conditions d'appartenance au domaine public y entre de plein droit. La décision de classement n'a qu'un effet déclaratif.

Ce principe a été appliqué par la jurisprudence s'agissant notamment :

- d'un parc public (CE, 13 juillet 1964, LAURIAU)

En ce qui concerne le Parc de l'Archyre, les terrains qui ont été achetés et qui le composent sont entrés dans le domaine privé de la commune. Il s'agit des parcelles sises en section 2 n°223, section 9 n°345 et 460/112. Avec l'aménagement en parc public, et au vu de ce qui précède, ceux-ci vont relever du domaine public.

Madame DILLER demande la différence entre domaine public et domaine privé.

Monsieur BRABLE explique que le domaine de la commune se compose de biens divers : terrains, voiries, immeubles etc... Certains font partie de son domaine public, d'autres de son domaine privé et sont, par conséquent, soumis à des régimes différents, en l'occurrence sur le plan des règles d'urbanisme (constructibilité, emprise, retrait ...). Il précise que le domaine public est imprescriptible et inaliénable.

Monsieur BRABLE demande au Conseil de se prononcer sur le classement dans le domaine public des parcelles constituant le parc de l'Archyre.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

- décide le classement dans le domaine public communal des parcelles susvisées.

Adopté à l'unanimité.

### **3) DROITS DE STATIONNEMENT 2010**

#### **Rapporteur : Monsieur NICOLAY**

Monsieur NICOLAY rappelle à l'Assemblée les tarifs 2009 décidés lors de la séance du Conseil du 04 février 2009 :

49 € le ml avec un minimum de 131 €

49 € par jour pour les droits de stationnement à caractère d'animation à but lucratif.

Il propose d'appliquer une hausse de 2% arrondi à l'euro supérieur pour 2010.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

- fixe les droits de stationnements 2010 comme suit :

50 € le ml avec un minimum de 133 €

50 € par jour pour les droits de stationnement à caractère d'animation à but lucratif.

Adopté à l'unanimité.

#### **4) TAXI – ACTUALISATION DU DROIT DE STATIONNEMENT**

**Rapporteur : Monsieur NICOLAY**

Monsieur NICOLAY rappelle le tarif 2009 appliqué à Monsieur LEROND, taxi, pour une place de stationnement Voie de la Liberté soit 374 €

Il propose que l'on applique une augmentation similaire à celle appliquée aux droits de stationnement soit 2 % arrondi à l'euro supérieur.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

Fixe à 382 € le tarif du droit de stationnement du taxi pour l'année 2010.

Adopté à l'unanimité.

#### **5) REPAS DES SENIORS 2010 – Participations des conjoints des élus et des conjoints du personnel**

**Rapporteur : Madame GAUGIN**

Dans le cadre de la sortie des Seniors à KIRRWILLER, le 31 janvier 2010, Mme GAUGIN propose à l'Assemblée de fixer le montant de la participation des conjoints des élus et de ceux du personnel municipal.

Elle propose de fixer le montant à 35 €.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

- fixe le montant de la participation pour les conjoints des élus et du personnel communal à 35€.
- Autorise le Maire à procéder au recouvrement.

Adopté à l'unanimité.

#### **6) ACHAT DE TERRAINS SIS DANS LE SITE CLASSÉ – Section 1 n°61 et 70**

**Rapporteur : Monsieur BRABLÉ**

Monsieur BRABLÉ rappelle que la commune a décidé, en Conseil Municipal du 29 octobre dernier, de préempter les terrains sis en section 1 n°61 et 70 d'une contenance de 86 a 94 ca pour un montant de 18000 € sans prendre en charge les 2 000€ de commission d'agence.

La commune a informé les propriétaires de notre proposition et précisé que lesdits terrains servent de dépôt à une multitude de grumes qu'il va falloir évacuer.

Après négociation avec le propriétaire, celui-ci maintient le prix à 20 000 €.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

- décide l'achat des terrains sis en section 1 n°1 et 70 pour la somme totale de 20 000 €.
- Autorise le Maire à signer l'acte à intervenir ainsi que tous les documents y afférents.

Adopté à l'unanimité.

## **7) ACHAT DE TERRAIN en section 1 n°118 d'une contenance de 18 a 89 ca**

### **Rapporteur : Monsieur BRABLÉ**

Monsieur BRABLÉ fait part à l'Assemblée du courrier de Maître BERNHART relatif à la succession de Monsieur BECKER Léon. Il précise que ce point a été débattu en commission d'urbanisme le 12 janvier dernier et que cette dernière a décidé de se porter acquéreur pour un montant de 1500 €.

Il précise que ce terrain se situe en zone NDd du POS.

Par courrier en date du 28 janvier dernier, Maître BERNHART informe que les héritiers de Monsieur BECKER Léon acceptent notre proposition de prix.

Il précise que l'achat de ce terrain entre dans le projet de redynamisation des espaces naturels de la commune.

Monsieur BRABLÉ demande au Conseil de bien vouloir se prononcer. Il précise qu'il se trouve dans le site classé du Mont Saint Quentin.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

- décide l'achat du terrain sis en section 1 n°118 pour un montant de 1500 €.
- Autorise le Maire à signer l'acte à intervenir ainsi que tous les documents y afférents.

Adopté à l'unanimité.

## **8) CAUE/Commune – ACHAT DE TERRAIN**

### **Rapporteur : Monsieur BRABLÉ**

Monsieur BRABLÉ rappelle au Conseil que dans le cadre du permis de construire accordé le 18 octobre 2007 au CAUE, ce dernier avait obligation de conserver au moins deux emplacements publics en cas de nouvelle ouverture rue Jeanne d'Arc. Ces deux places se situent partiellement sur le terrain du CAUE. Un nouvel arpentage a été effectué afin qu'une vente à l'euro symbolique au profit de la commune puisse se faire.

La parcelle 230 a donc été divisée en une parcelle n°256/1 de 31 a 18 restant la propriété du CAUE et une parcelle de 257/1 de 29 ca qui sera cédée à la commune.

Monsieur BRABLÉ demande à l'Assemblée de bien vouloir se prononcer sur cet achat.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

- accepte l'achat de la parcelle 257/1 au prix de l'euro symbolique
- demande à ce que la rédaction de l'acte soit faite par Maître ROTH, Notaire à Metz.
- Autorise le Maire à signer l'acte et tout document afférent à cette vente

Adopté à l'unanimité.

## **9) ONDE VERTE sur la RD 603 à Moulins les Metz – Participation de la commune**

### **Rapporteur : Monsieur le Maire**

Monsieur le Maire rappelle que lors du conseil municipal du 9 juillet 2009, l'Assemblée avait évoqué le fait de faire un geste symbolique en faveur de la commune de Moulins les Metz mais qu'une décision serait prise après en avoir informé les autres communes membres du « collectif pour le contournement de Moulins » et recherché une position conjointe.

Les communes concernées ont été contactées mais aucun accord précis n'a été trouvé à ce jour.

Les travaux étant quasiment achevés et étant apparus utiles, il est difficile d'ajourner davantage une décision définitive.

Monsieur le Maire propose donc de participer à hauteur de 1000 €.

Monsieur NICOLAY souhaite, si ce point est adopté, que les autres communes soient informées officiellement de cette décision.

Il précise également que la commune de Moulins-les-Metz est en train d'installer des caméras sur la Voie de la Liberté au niveau du Carrefour Market et de TPA. Ces caméras retransmettront les conditions de fluidité de la Voie à un central qui transmettra les informations par l'intermédiaire de panneaux d'information lumineux en amont et en aval de Moulins.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

- décide de verser la somme symbolique de 1 000 € à la commune de Moulins les Metz pour participer aux travaux de mise en place de l'onde verte.

Adopté à l'unanimité.

## **10) Lancement du PLAN CLIMAT TERRITORIAL de METZ METROPOLE – Signature d'un protocole – Décision à intervenir**

### **Rapporteur : Madame PALUCCI**

En février 2007, le Groupe Intergouvernemental d'Experts sur l'évolution du Climat a confirmé l'origine humaine du dérèglement climatique et donné des conclusions toujours plus alarmantes quant à l'impact de celui-ci sur la planète. Il est aujourd'hui reconnu que la responsabilité majeure de ce changement incombe aux pays industrialisés, à l'origine de 80 % des émissions de gaz à effet de serre accumulées dans l'air.

Dans ce contexte, la limitation des émissions de gaz à effet de serre repose désormais sur d'importants engagements internationaux et nationaux.

En signant le protocole de Kyoto, la France s'est ainsi engagée à revenir, d'ici 2012 au niveau des émissions de 1990 sur son territoire. De plus, le Plan climat national (2004-2012) fixe les priorités d'actions pour chaque secteur d'émissions et s'inscrit dans une logique encore plus volontariste avec un objectif de division par 4 des émissions de gaz à effet de serre en 2050 : c'est le facteur 4. Il a d'ailleurs été inscrit dans la loi n°2005-781 du 13 juillet 2005 de programme fixant les orientations de la politique énergétique.

Au niveau européen, cet objectif de facteur 4 a été réaffirmé le 9 mars 2007 avec son adoption par les chefs d'État réunis lors du Conseil européen ; il vise à diminuer de 20% les émissions de gaz à effet de serre et consommations énergétiques de l'Union européenne, ainsi qu'à utiliser une énergie provenant de 20% de sources renouvelables en 2020 : c'est l'objectif 3x20.

Le respect de ces objectifs ambitieux passe par la mobilisation de l'action territoriale locale et la mobilisation de tous les acteurs et du public pour l'évolution des comportements. Cette mobilisation viendra compléter celle, indispensable, de l'État et de l'Union européenne.

Enfin, le Grenelle de l'environnement annonce des changements majeurs en termes de transports et de bâtiments notamment, afin de mettre la France en situation de respecter ses engagements climatiques. Les collectivités territoriales seront impliquées dans ce mouvement, comme en témoigne la généralisation attendue des Plans Climats Énergie Territoriaux pour 2012.

Pour affronter les enjeux majeurs soulevés par le réchauffement climatique, et au vu de la pertinence de ses compétences en matière d'aménagement et de déplacements, Metz Métropole a engagé une stratégie d'action et d'adaptation au changement climatique.

Cet engagement de Metz Métropole dans la lutte contre le changement climatique nécessite de s'appuyer sur le lancement d'un bilan des consommations énergétiques et des émissions de gaz à effet de serre, première étape d'un Plan Climat Énergie Territorial.

Dans ce cadre, les communes de l'agglomération ont été approchées en vue de leur association à cette démarche et notamment leur contribution à travers la fourniture de toutes les données utiles dont elles disposent.

Ainsi, les communes volontaires sont invitées à manifester leur engagement dans la démarche de lutte contre le changement climatique initiée par Metz Métropole par la signature du protocole d'accord dont le projet est joint en annexe.

Elle précise que si l'on souscrit à ce protocole, la commune s'engage sur trois domaines :

- patrimoine : équipement et bâtiments publics (une étude de diagnostic énergétique vient d'être menée par la commune)
- services : l'étude portera également sur la gestion des déchets, les achats, déplacement des personnes (dans le cadre du travail ou en visite etc...)
- territoire : sauvegardes des terres agricoles, choix des aménagements qui vise à éviter l'étalement urbains...

Le bénéfice pour la commune sera :

- une participation de la commune à l'effort international de lutte contre le réchauffement
- optimiser notre fonctionnement vers une gestion éco-responsable
- la possibilité de prendre des décisions plus éclairées et de donner des priorités aux actions.

Elle précise également que cette étude est prise en charge financièrement par Metz Métropole. Toutefois, cela va demander un très gros travail administratif pour enquêter sur le terrain et collecter toutes les données dont va avoir besoin le bureau d'études et cela en un minimum de temps.

Madame PALUCCI demande au conseil de bien vouloir se prononcer.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la délibération du Conseil de Communauté de Metz Métropole en date du 2 février 2009 relative au lancement du bilan des consommations énergétiques et des émissions de gaz à effet de serre sur le territoire de Metz Métropole dans l'objectif d'un Plan Climat Énergie Territorial,

CONSIDERANT que l'optimisation de la démarche de Plan Climat Énergie Territorial initiée par Metz Métropole repose sur la possibilité de s'appuyer sur un réseau de communes volontaires,

CONSIDERANT l'intérêt pour la commune de s'associer à cette démarche et notamment d'y contribuer à travers la fourniture de toutes les données utiles en sa possession,

Considérant à cet effet l'invitation de Metz Métropole à formaliser l'engagement de la commune,

- APPROUVE la participation de la commune, notamment à travers la fourniture de toutes les données utiles, à la démarche d'élaboration du Plan Climat Énergie Territorial initiée par Metz Métropole,
- AUTORISE Monsieur le Maire ou son représentant à signer le protocole d'accord en faveur de la lutte contre le changement climatique, annexé à la présente, ainsi que tout document se rapportant à ce projet.

Adopté à l'unanimité.

### **11) Centre National pour le Développement du Sport – Demande de subvention pour la réfection du revêtement du sol du court de tennis intérieur**

#### **Rapporteur : Monsieur NICOLAY**

Monsieur NICOLAY informe l'Assemblée qu'après contact avec une personne du Centre National pour le Développement du Sport, il est possible pour la commune d'obtenir une subvention pour les travaux de réfection du sol du court de tennis couvert. Celle-ci pourrait être comprise entre 20 et 50 % du montant subventionnable.

Monsieur NICOLAY rappelle que le coût total de l'opération est de 27 503,92 € HT.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

- sollicite auprès du Centre National pour le développement du Sport une subvention la plus élevée possible dans le cadre de ses travaux de réfection du sol du court de tennis couvert.

Adopté à l'unanimité.

### **12) Demandes de subventions des associations**

#### **Rapporteur : Madame GAUGIN**

##### **a) Loisirs et Amitiés Sportives**

Mme GAUGIN fait part au Conseil de la demande de subvention de l'association Loisirs et Amitiés Sportives pour l'année 2010 d'un montant de 500 €.

Elle donne lecture du bilan financier 2009 qui laisse apparaître un solde excédentaire de 663.19 € auquel vient s'ajouter la somme de 1043.72 € placée sur un livret d'épargne.

Enfin, elle communique le budget prévisionnel 2010 qui s'équilibre en dépenses et en recettes à la somme de 2 776 €. Les cotisations s'élèvent pour l'année à 50 €.

Sont prévus en 2010, 1 repas suivi d'un loto, 2 voyages détente et culture (les destinations ne sont pas encore arrêtées), 1 goûter des rois et peut-être l'organisation d'olympiades des seniors.

Mme GAUGIN demande à l'Assemblée de bien vouloir se prononcer sur ce point.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

- décide de verser une subvention de 500 € à l'association Loisirs et Amitiés Sportives.

Adopté à l'unanimité.

##### **b) Natur'&Cie**

Mme GAUGIN fait part au Conseil de la demande de subvention de l'association Natur'&Cie pour l'année 2010 d'un montant de 2000 €.

Elle donne lecture du bilan financier 2009 qui laisse apparaître un solde excédentaire de 1000 €, résultat des manifestations organisées dans l'année, à savoir :

- 2 expositions photos en avril et novembre.
- 1 conférence en septembre
- la tenue d'un stand au marché de Noël.

Enfin, elle communique le budget prévisionnel 2010 qui s'équilibre en dépenses et en recettes à la somme de 13 660 € dont 12 950 € prévus pour l'organisation du festival de photo nature et animalière les 13, 14, 15 et 16 mai prochain. La somme restante servira, entre autre chose, à organiser une nouvelle conférence

de Fabrice Cahez en septembre, celle de janvier ayant dû être annulée en raison des conditions météorologiques.

Quelques détails sur le festival :

Celui-ci réunira 6 photographes professionnels de renommée internationale, 2 photographes amateurs et deux céramistes amateurs. Les photographes exposeront plus d'une vingtaine de clichés chacun qui ont été exposés fin 2009 au festival international de Montier en Der (Haute-Marne).

La subvention communale sera intégralement injectée dans ce dernier car il faut compléter l'achat de matériel effectué en 2009.

Une réunion d'information, à laquelle l'ensemble du conseil municipal est convié, sera organisée le jeudi 18 mars à 18 h 30 au cours de laquelle le projet sera présenté.

Mme GAUGIN demande à l'Assemblée de bien vouloir se prononcer sur ce point.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

- décide de verser une subvention de 2000 € à l'association Natur'&Cie.

Adopté à l'unanimité.

### **13) DROIT DE PREEMPTION URBAIN**

#### **Rapporteur : Monsieur BRABLE**

Monsieur BRABLE informe le Conseil que le Maire n'a pas fait application du droit de préemption urbain pour les biens suivants :

Terrain bâti	section 1, n°18 et 19	impasse Mai d e la Sole
Terrain non bâti	section 9, n°454/93	rue de la Passerine
Terrain non bâti	section 9, n°435/93	rue de la P asserine
Terrain non bâti	section 9, n°447/93	rue de la Pa sserine

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

Prend acte de la décision du Maire de ne pas faire application du droit de préemption urbain pour les biens cités ci-dessus.

### **14) DIVERS**

#### **a. URM : Redevances 2009**

#### **Rapporteur : Monsieur DHIOS**

Dans le cadre du nouveau contrat signé avec l'URM le 9 novembre 2009, la commune va percevoir des redevances au titre de l'année 2009 prévues à l'article 2 annexe 1 du cahier des charges de concession.

Redevance R1 dite « de fonctionnement » est calculée par une formule intégrant divers paramètres. Celle-ci s'élèvera à 656.54 € annuel. Pour 2009, compte tenu de la signature du contrat en novembre, la commune percevra 95.33 €.

Redevance R2 dite « d'investissement » est calculée par une formule intégrant entre autres éléments, le montant HT mandaté au cours de l'année pénultième (N-2) soit 2007. La commune n'ayant pas fait de travaux d'investissement pris en compte en 2007 la redevance est donc de 0€.



Pour information, la redevance R2 devrait s'élever à environ 18 000€ au titre de l'année 2010 puisque la commune a mandaté en 2008 les travaux d'enfouissement des réseaux Rue de l'Esplanade.

La secrétaire de séance  
Suzanne FLORI

SCY-CHAZELLES, le 24 février 2010

Le Maire  
Jacques STRAUB